

**Le 5 février 2016**

[Traduction]

### **Taxe de vente harmonisée**

**M. Fitch** : Par le passé, nous avons vu le premier ministre Gallant s'empresser de soutenir ses homologues libéraux dans toute la fédération. Nous avons vu cela quand il s'est empressé de soutenir la première ministre Wynne et le premier ministre Couillard, lorsque ces derniers ont dit qu'ils voulaient fixer des conditions environnementales quant à l'oléoduc allant d'ouest en est. Il s'est empressé de dire que de telles conditions étaient raisonnables. À présent, nous pouvons constater que leurs conditions ont entraîné un retard pour ce qui est des emplois, de la construction et des possibilités pour la province.

Nous avons récemment appris que le premier ministre de Terre-Neuve avait dit qu'une hausse de la TVH de 2 % ferait disparaître des emplois. Le premier ministre pourrait-il nous dire s'il est d'accord avec le premier ministre de Terre-Neuve, Dwight Ball, pour dire qu'une hausse de la TVH de 2 % ferait disparaître des emplois?

**L'hon. M. Boudreau** : Je dois réagir au préambule du député d'en face, car il essaie continuellement d'insinuer et de faire croire aux gens du Nouveau-Brunswick que notre premier ministre et notre gouvernement s'opposent au projet d'oléoduc. Les gens d'en face agissent sans cesse ainsi. Je ne sais pas combien de fois le premier ministre a pris la parole à la Chambre ou en public — pas plus tard que lors du discours sur l'état de la province et, encore, lors du discours du budget — pour dire que l'oléoduc était un projet que nous soutenions.

Ce que nous voulons, c'est que le projet se réalise. En réalité, le premier ministre a travaillé au projet de façon très proactive hier encore. Il a en effet rencontré différentes parties prenantes qui participent au projet, car ce dernier est important pour l'avenir du Nouveau-Brunswick. Au lieu d'essayer continuellement de faire croire le contraire aux gens du Nouveau-Brunswick, nous aimerions que l'opposition nous aide à faire avancer le projet.

**M. Fitch** : Le premier ministre a choisi de ne pas défendre sa position à l'égard du projet. Nous savons que les conditions que le gouvernement du Québec a imposées concernant l'oléoduc ont entraîné la déviation de son tracé et la fin des activités d'un terminal dans la région de Québec. Bien sûr, en raison des conditions que le premier ministre soutenait, nous en sommes venus à conclure qu'il était prêt à appuyer rapidement ses amis, soit des premiers ministres libéraux.

En ce qui concerne le budget qui a été présenté à l'Assemblée législative, j'ai posé une question très précise sur la hausse de la TVH de 2 %. Le premier ministre Ball, de Terre-Neuve, a dit que la hausse de la TVH de 2 % ferait disparaître des emplois. Je demande simplement au premier ministre et au ministre des Finances s'ils sont d'accord avec le premier ministre Ball, le premier



ministre libéral de Terre-Neuve, quand ce dernier dit qu'une hausse de la TVH de 2 % fera disparaître des emplois.

**L'hon. M. Boudreau :** Encore une fois, je ne permettrai pas au chef de l'opposition de s'en tirer avec le préambule de sa question, car dans ce préambule, il n'était question que de l'oléoduc. Une fois de plus, le chef de l'opposition essaie de faire croire aux gens du Nouveau-Brunswick que nous sommes d'une façon ou d'une autre contre le projet d'oléoduc. Nous avons fait tout ce que nous pouvions pour soutenir ce projet publiquement. Le premier ministre en a fait l'une de ses priorités. Le développement économique et la création d'emplois sont des priorités du gouvernement actuel. L'oléoduc s'inscrit dans cette vision. Notre plus grand souhait, c'est que le projet d'oléoduc se réalise. Le plus grand souhait des gens du Nouveau-Brunswick, c'est que le projet d'oléoduc se réalise, et ce, pour la création d'emplois et la prospérité qui en découleraient.

Je voudrais que le chef de l'opposition nous aide à mettre en valeur les aspects positifs du projet et à défendre l'intérêt du Nouveau-Brunswick. Il est dans l'intérêt de tous que le projet d'oléoduc se réalise et que l'oléoduc se rende jusqu'au Nouveau-Brunswick. L'alarmisme qui règne du côté de l'opposition est simplement inacceptable.

**M. Fitch :** Le député d'en face se souviendra peut-être que c'est notre gouvernement qui a lancé le projet d'oléoduc dans la province. Depuis que les gens d'en face ont pris la relève, le projet a été retardé. Il a été suspendu. Voilà la réalité.

Le député d'en face a dit que les emplois représentaient une priorité. Si les emplois sont une priorité pour le gouvernement actuel mais que des premiers ministres libéraux de la même fédération ont pourtant dit qu'une augmentation de la TVH de 2 % ferait disparaître des emplois, comment le ministre ici présent peut-il dire que les emplois sont une priorité après que son gouvernement a proposé une hausse de la TVH de 2 %, laquelle ferait disparaître des emplois dans la province? Qui a raison? Est-ce le premier ministre de Terre-Neuve, qui dit qu'une augmentation de la TVH de 2 % fera disparaître des emplois, ou est-ce le député d'en face, qui dit que l'augmentation de la TVH ne fera pas disparaître des emplois dans la province?

**L'hon. M. Boudreau :** Encore une fois, tant que le chef de l'opposition continuera de parler du projet d'oléoduc dans son préambule, je continuerai d'en parler. Je le répète, il est tout simplement inacceptable qu'il laisse entendre ici que notre gouvernement ou que la province du Nouveau-Brunswick freine ce projet d'une façon ou d'une autre.

[Original]

Le chef de l'opposition sait très bien que notre premier ministre et notre gouvernement appuient le projet d'oléoduc. Nous faisons tout ce qui est en notre pouvoir pour que ce projet se réalise. La création d'emplois et le développement économique sont les priorités absolues de notre gouvernement, et nous allons tout faire pour qu'aïlle de l'avant ce projet d'oléoduc. Plutôt que de continuellement essayer de faire croire aux gens et aux médias que nous sommes



contre le projet, pour lequel il vient d'essayer de s'attribuer le mérite, le chef de l'opposition devrait travailler avec nous en vue de convaincre ensemble les autres intervenants que c'est un bon projet pour le Nouveau-Brunswick.

[Traduction]

**M. Fitch** : Encore une fois, le député d'en face choisit ses mots. Je pose encore une question sur l'augmentation de la TVH que le gouvernement a proposée. Je dis simplement que le premier ministre Ball sera ici mardi soir. Le député d'en face pourrait lui demander s'il croit vraiment que l'augmentation de 2 % de la TVH fera disparaître des emplois. Le gouvernement actuel a décidé d'augmenter la TVH de 2 %, et ses homologues libéraux du Canada atlantique sont d'accord. Le premier ministre de l'Île-du-Prince-Édouard est d'accord. Le premier ministre de la Nouvelle-Écosse dit qu'il faudrait augmenter la taxe ou même l'augmenter davantage. Toutefois, le premier ministre de Terre-Neuve dit qu'elle fera disparaître des emplois. En conséquence, le ministre d'en face prendra-t-il note de la question et dira-t-il que, mardi soir, il demandera au premier ministre Ball s'il est toujours d'avis qu'une augmentation de 2 % de la TVH fera disparaître les emplois?

**L'hon. M. Melanson** : Le budget et le cadre financier actuels visent à nous débarrasser du déficit structurel. C'est exactement ce que nous avons prévu.

(Exclamations.)

**Le président** : À l'ordre.

**L'hon. M. Melanson** : Il s'agit aussi d'investir dans l'éducation et de protéger les soins de santé. Nous mettons l'accent sur les priorités du Nouveau-Brunswick. C'est un objectif que le gouvernement précédent n'a jamais pu atteindre.

Notre plan nous permettra d'investir dans l'éducation, de protéger les soins de santé, de nous débarrasser du déficit structurel et de voir des emplois créés dans la province. Nous avons un plan. Il est solide, et les gens du Nouveau-Brunswick l'approuvent, car nous les avons consultés exhaustivement. Ils ont pris part à la solution, et c'est une solution qui réglera le problème.

(Exclamations.)

**Le président** : À l'ordre.

**M. Fitch** : Si les gens d'en face peuvent régler le déficit structurel, pourquoi le budget ne sera-t-il pas équilibré avant la fin de leur mandat?

**L'hon. M. Melanson** : Le plan est équilibré. Notre plan nous débarrassera du déficit structurel.

(Exclamations.)



**Le président :** À l'ordre.

**L'hon. M. Melanson :** Le gouvernement qui a précédé le nôtre s'employait à trouver des gains d'efficacité seulement, ce que nous nous employons aussi très fort à trouver, et nous en avons relevés. Toutefois, les gens du Nouveau-Brunswick nous ont dit, lorsque nous les avons consultés, qu'ils voulaient que la solution porte en partie sur les sources de recettes. En augmentant la TVH, nous protégeons les personnes les plus vulnérables. Des 300 millions de dollars qui seront produits, un crédit provincial de 100 millions de dollars de la TVH sera remis aux personnes les plus vulnérables. Nous devons protéger ces personnes, mais nous devons aussi nous débarrasser du déficit structurel et créer un plan financier solide.

**M. Fitch :** Le ministre des Finances peut utiliser autant de belles paroles qu'il veut et les prononcer aussi fort qu'il le veut, mais la réalité est la suivante. Il n'équilibrera pas son budget avant la fin du mandat du gouvernement.

Dans son discours du budget, le ministre a dit que le gouvernement réduirait le gaspillage. Nous avons vu sur nos bureaux, de la part du gouvernement actuel, un document qui donne des faits incomplets ou non pertinents. Le document ne donne pas tous les détails. Lorsque le gouvernement parle de gaspillage, il dit une chose et en fait une autre.

L'année dernière, la ministre du Développement social a dit que l'augmentation de la TVH était une solution de facilité. Étant donné que le gouvernement actuel ne règle pas le déficit structurel, parce qu'il n'y en avait pas au départ et que c'était seulement les habitudes du gouvernement en matière de dépenses, le ministre des Finances a-t-il convaincu la ministre du Développement social que l'augmentation de la TVH n'était pas une solution de facilité?

[Original]

**L'hon. M. Melanson :** Nous avons été très consistants dans ce que nous avons dit et dans ce que nous avons fait.

Depuis la campagne électorale de 2014, nous disons que nous voulons équilibrer le budget au cours de l'année financière 2020–2021, et c'est exactement l'encadrement fiscal que nous avons présenté ici, à la Chambre.

La solution que nous avons avancée et dans laquelle les gens du Nouveau-Brunswick se sont impliqués de façon exhaustive n'est pas facile — elle n'est pas facile. Toutefois, nous sommes dans une situation que l'ancien gouvernement n'a jamais été capable de corriger et de régler. Nous avons connu un déficit structurel d'en moyenne 400 millions de dollars par année ; c'est de l'argent que nous devons emprunter. Il faut éliminer cette situation, et l'encadrement fiscal que nous avons aujourd'hui permet d'investir davantage dans l'éducation, de protéger les soins de santé et de se débarrasser du déficit structurel que nous avons. Nous allons avoir un plan financier...



[Traduction]

**Le président** : Le temps est écoulé, Monsieur le ministre.

### Produit intérieur brut

**M. Fitch** : Hier, notre porte-parole en matière de finances, l'ancien ministre des Finances, a très bien expliqué qu'il n'y avait pas de déficit structurel et que, en réalité, le gouvernement actuel augmentait les dépenses, ce qui entraînera d'autres déficits. Le ministre parle de sa plateforme et de la manière dont le gouvernement a dit qu'il équilibrerait le budget. Encore une fois, les renseignements que le gouvernement nous a donnés indiquent que le gouvernement n'équilibrera pas le budget avant la fin du mandat actuel.

Dans le document *Perspectives économiques*, qui a aussi été rendu public avec le budget présenté hier... D'après mon ancien employeur, la Banque Scotia, la croissance du PIB pour cette année sera de 1,2 % selon les prévisions. Je me demande pourquoi le ministre des Finances a mis dans son document budgétaire que la croissance financière de la province serait de 0,4 % seulement. Le ministre expliquerait-il pourquoi son pourcentage se trouve au plus bas parmi les prévisions? La Banque TD prévoit 0,9 %, et CIBC prévoit 0,9 %. Pourquoi le ministre dit-il que la croissance du PIB serait seulement de 0,4 % cette année?

[Original]

**L'hon. M. Melanson** : Pour répondre au chef de l'opposition, je veux dire que l'encadrement fiscal que nous avons présenté est très solide et va apporter, en 2016–2017, un déficit prévu de 347 millions, alors que, en 2017–2018, il s'agira de 267 millions. En 2018–2019, le déficit sera de 167 millions et, en 2019–2020, il s'agira de 49 millions. Toutefois, en 2020–2021, nous connaissons un excédent budgétaire de 21 millions, tel que nous l'avons promis au cours de la campagne électorale de 2014.

Le contexte économique est fragile. Nous n'avons qu'à regarder les événements d'il y a deux semaines à la mine Picadilly, de Sussex. Le contexte financier international et national est fragile, et le Nouveau-Brunswick n'est pas isolé de ces événements et de ce contexte. Nous sommes extrêmement concentrés sur le développement économique, nous travaillons fort, et le plan financier va nous permettre une croissance économique...

[Traduction]

**Le président** : Le temps est écoulé, Monsieur le ministre.

**M. Fitch** : Le ministre des Finances n'a pas répondu à la question à propos du document qu'il a rendu public et qu'il a autorisé. Je demande simplement ce qui suit : Pourquoi choisit-il une croissance de 0,4 % du PIB alors que la Banque Scotia prévoit 1,2 % et la Banque TD, 0,9 %? Je me demande si le ministre s'en tient aux chiffres indiqués dans le livre, car ces chiffres



indiquent aussi une perte nette d'emplois pendant son mandat, et c'est de son mandat actuel dont parle le gouvernement. Si le gouvernement avait suivi notre plan, nous aurions un budget équilibré à l'heure actuelle.

(Exclamations.)

**Le président :** À l'ordre.

**M. Fitch :** Nous aurions eu un budget équilibré si le gouvernement avait suivi le plan. Le ministre s'en tient-il aux chiffres relativement aux emplois perdus qui se trouvent dans le document intitulé *Perspectives économiques*, qui a été distribué avec les documents budgétaires?

**L'hon. M. Melanson :** Si seulement l'opposition officielle nous aidait à faire la promotion de certains des grands projets auxquels nous travaillons très fort, tels que le projet Énergie Est, nous pourrions tenir une conversation positive sur le parquet de l'Assemblée législative.

Les prévisions que nous avons présentées en matière de croissance économique sont prudentes. Elles sont très prudentes. Elles sont basées sur les situations internationales et nationales. Elles s'appuient sur des prévisions qui ne tiennent compte ni de grands projets, tels que le projet Énergie Est et celui de la mine Sisson, ni de toute aide fédérale supplémentaire en matière d'infrastructure. Elles sont très prudentes. Nous voulons une démarche prudente. C'est ainsi que nous gérons la situation financière de la province. La démarche est prudente et très réaliste.

Nous travaillons très, très fort afin de contenir les dépenses et nous travaillons très, très fort pour obtenir d'autres recettes au moyen du développement économique. Voilà notre plan et notre priorité. Nous nous en occupons.

## Budget

**M. Higgs :** Chaque fois que nous entendons dire que des économies seront réalisées, le déficit augmente ; j'aimerais donc simplement résumer les trois dernières années. Au début du mandat du gouvernement actuel, soit à la fin de 2014–2015, le déficit structurel s'élevait à 281 millions de dollars — un déficit de 281 millions de dollars à la fin de 2014–2015. Ensuite, les gens d'en face ont dit qu'ils économiseraient 115 millions grâce au prochain budget. Quel a été le déficit? Il s'élevait à 476 millions de dollars. Voilà donc le budget. Nous voyons maintenant que, selon les renseignements les plus récents, le déficit se chiffre à 466 millions. Cette année, les gens d'en face ont économisé 300 millions de dollars et ont augmenté les taxes et impôts de plus de 300 millions. Notre déficit actuel — notre déficit structurel, selon Richard Saillant, dans une comparaison d'égal à égal — est de 400 millions, ce qui comprend la réserve pour éventualités de 50 millions.



Pourrais-je poser la question suivante au ministre des Finances : Comment peut-il se lever ici et affirmer que nous assainissons nos finances alors que, chaque fois qu'il prend la parole, les chiffres empirent?

**L'hon. M. Melanson** : Encore le même refrain. Voilà un député qui prend la parole et qui veut s'attribuer le mérite d'avoir géré les finances prudemment, mais qui n'a jamais été en mesure d'obtenir de résultats. Son premier plan financier prévoyait pour 2014–2015 un excédent de 6 millions de dollars. Le résultat a été un déficit de 389 millions. Son deuxième plan financier prévoyait un déficit de 271 millions en 2014–2015. Le résultat réel a été un déficit de 389 millions. Le député d'en face a ensuite prévu un déficit de 391 millions. Le résultat réel a été un déficit de 389 millions étant donné que nous nous sommes occupés de la moitié de l'exercice financier en question et que nous avons assuré une gestion prudente et affiché un déficit inférieur à ce qu'il avait prévu.

Nous sommes dans une situation grave. Nous travaillons très fort et prudemment pour redresser notre situation financière. Ce matin, j'ai présenté le plan pour les cinq prochaines années pour éliminer le déficit structurel afin que nous puissions continuer à investir dans l'éducation, protéger les personnes âgées et les soins de santé et voir...

**Le président** : Le temps est écoulé, Monsieur le ministre.

**M. Higgs** : J'aimerais remercier le ministre des Finances pour son résumé, car, si l'on examine la période mentionnée du début à la fin, on remarque une réduction de 440 millions du déficit structurel. Je vous remercie beaucoup de l'avoir confirmé.

Donc, quand vous passerez à l'étape suivante, seriez-vous d'accord pour dire que le problème qui se pose à nous découle des dépenses? Je me souviens d'avoir écouté le ministre de l'Énergie actuel parler à n'en plus finir des promesses de dépenses faites par l'ancien gouvernement progressiste-conservateur et dire que c'était tout simplement incroyable et que c'était la raison pour laquelle vous étiez aux prises avec le problème.

Devinez quoi! Nous avons tiré des leçons de la situation. Aux élections de 2014, notre budget total s'élevait à 117 millions de dollars, ce qui comprenait la somme de 50 millions destinée au Programme d'assurance-médicaments pour les coûts catastrophiques. Le budget était de 30 millions de dollars par année. Le vôtre était de 300 millions par année, soit une somme dix fois plus élevée. Comprenez-vous pourquoi nous avons un problème? Vous ne pouvez pas arrêter de dépenser.

**Le président** : Monsieur le député, veuillez vous adresser à la présidence.

**M. Higgs** : Voilà pourquoi nous avons pu équilibrer le budget.

**L'hon. M. Melanson** : Je comprends pourquoi nous avons un problème : les gens d'en face n'ont pas été capables d'obtenir de résultats. Ils n'ont pas été capables d'obtenir de résultats.



Nous avons un plan qui nous permettra d'avoir un excédent en 2021. Il faudra travailler fort. Il faudra être très discipliné, mais le plan est établi.

Je reconnais que l'ancien ministre des Finances a maîtrisé les dépenses. Je l'ai dit à maintes reprises. Il ne s'est pas rendu compte qu'il devait aussi privilégier un autre élément crucial. Il s'agit de favoriser le développement économique et la création d'emplois. C'est ce même gouvernement qui, au cours de bien des décennies, n'a connu aucune croissance de l'emploi. L'économie s'est en fait contractée pendant une année sous la direction du député d'en face, sous la direction des gens d'en face. Maintenant, les gens d'en face cherchent à nous faire la leçon sur la façon de régler le problème.

Nous trouvons un équilibre. Nous réalisons des gains d'efficience. Nous réalisons des investissements. La création d'emploi suivra, et nous avons un plan financier pour y arriver.

**Le président** : Le temps est écoulé.

**M. Higgs** : J'ai une petite nouvelle : Le nombre actuel d'emplois à temps plein a diminué de 4 600. Dans l'ensemble, le nombre d'emplois a diminué de 1 100. Voilà tout un programme de création d'emplois. Je sais que vous espérez obtenir une vache à lait de la part d'Ottawa, qui est aussi très à court d'argent.

**Le président** : Monsieur le député, je vous demande encore une fois de bien vouloir adresser vos observations à la présidence.

**M. Higgs** : Excusez-moi, Monsieur le président.

Vous espérez que les fonds seront versés par Ottawa. Vous espérez que les fonds seront versés. Vous pourriez créer un grand nombre d'emplois financés par les contribuables, et les données sur l'emploi augmenteraient de façon artificielle pour une période prolongée et dureraient au moins jusqu'aux prochaines élections. Toutefois, l'incohérence joue constamment un rôle au sein du gouvernement actuel.

J'aimerais vous poser une question simple. Dans le dernier budget, la réserve pour éventualités ou la caisse noire de 150 millions de dollars, peu importe comment vous voulez l'appeler, était considérée comme le summum d'un budget inventé. Nous avons besoin de comprendre, et il nous fallait avoir de la souplesse. Nous constatons maintenant que la réserve pour éventualités n'est plus nécessaire. Nous l'éliminons progressivement, en la réduisant de 50 millions de dollars cette année, nous dit-on. Qu'est-ce qui a changé dans la définition de la caisse noire?

**L'hon. M. Melanson** : L'ancien ministre des Finances qui n'a pas su obtenir de résultats ne cesse de dire qu'il a réduit le déficit structurel de 400 millions de dollars. Il ne cesse de nous accuser d'augmenter les taxes et impôts ou de dire que nous les augmentons. Pendant les quatre années où il était ministre des Finances, il a augmenté de 400 millions de dollars les recettes générées chez nous, au Nouveau-Brunswick. Cela s'est produit pendant son mandat. Les gens



d'en face ont aussi mis l'accent sur les recettes différentielles. En fait, ils ont augmenté chaque année l'impôt provincial sur le revenu de près de 200 millions de dollars, mais n'ont quand même pas pu éliminer le déficit structurel.

Nous travaillons fort et nous disposons d'un cadre financier très solide qui nous permettra de protéger les soins de santé, d'investir dans l'éducation, d'assainir nos finances et de favoriser la croissance économique.

## Tourisme

**M. Wetmore :** Avant de former le gouvernement, les Libéraux ont dit qu'ils étaient déterminés à reconnaître les avantages économiques et le potentiel de croissance de notre secteur touristique en collaborant avec l'Association de l'industrie touristique du Nouveau-Brunswick et d'autres intervenants afin d'appuyer nos exploitants et d'améliorer ce secteur vibrant de notre économie.

Dans son budget, le gouvernement Gallant a annoncé la fermeture de deux centres d'information touristique, dont l'un se situe sur l'île Campobello. Étant donné qu'il s'agit d'une possibilité touristique unique en raison de la résidence d'été Roosevelt et que la popularité de Two-Nation Vacation fait du Nouveau-Brunswick une destination encore plus attrayante, comment le ministre du Tourisme peut-il justifier la fermeture de ce centre d'information touristique?

**L'hon. M. Fraser :** Je ne sais pas où était le député d'en face au cours de la dernière année, alors que nous procédions à la révision stratégique des programmes et que notre province connaissait une situation financière difficile. Tout le monde doit participer. Le député d'en face a raison de dire que l'AITNB est un de nos excellents partenaires. Nous avons consulté ses responsables à cet égard.

La fermeture des deux centres d'information touristique touchera moins de 10 % des visites dans la province. L'un des centres d'information touristique se situe en fait près d'une sortie. La plupart des gens qui ont visité ce centre cherchaient en fait des renseignements sur l'Île-du-Prince-Édouard. L'autre centre ressemble davantage à un centre d'information touristique municipal, et nous travaillons avec nos partenaires du parc international Roosevelt de Campobello et avec les gens de l'île Campobello pour ouvrir des perspectives d'avenir favorables pour le site. Nous en avons aussi discuté avec le commissaire Gervais. Je l'ai personnellement rencontré avant Noël, au Maine.

**M. Wetmore :** L'emplacement actuel du centre d'information touristique est assurément un endroit de choix sur l'île Campobello. Le gouvernement l'éloigne ou est censé le faire.

J'espère que le député de Charlotte-Campobello conviendra secrètement avec moi que la fermeture du centre est l'un des choix les plus ridicules qu'a faits le gouvernement Gallant pendant ses 16 mois au pouvoir. Il s'agit aussi d'une autre décision que le ministre doit



défendre chez lui. J'aimerais demander au ministre du Tourisme s'il a consulté son collègue de Charlotte-Campobello avant d'aller de l'avant avec la fermeture, laquelle a clairement été mal planifiée et dont le moment a été encore moins bien planifié. Qu'a dit le député de Charlotte-Campobello au ministre du Tourisme? Appuie-t-il la fermeture du centre d'information touristique sur l'île Campobello?

**L'hon. M. Fraser** : De ce côté-ci de la Chambre, nous travaillons en équipe. Nous prenons nos décisions ensemble, en équipe. Dans l'avenir, nous continuerons à travailler en équipe. Nous travaillerons avec nos partenaires de l'île Campobello et nous travaillerons aussi avec nos partenaires au cap Jourimain.

Nous avons certainement eu beaucoup de coopération positive de la part des gens de l'île Campobello. Comme je l'ai dit, j'ai rencontré les gens au parc Roosevelt. J'ai eu une discussion. J'ai communiqué avec le maire de Campobello. Comme je l'ai dit, je suis allé au Maine et j'ai rencontré le commissaire Gervais. Nous avons parlé du partenariat Two-Nation Vacation, des façons de renforcer ce partenariat et du genre de partenariat que nous pourrions aussi établir sur l'île Campobello. Je tiens aussi à souligner que des renseignements seront encore disponibles sur l'île Campobello. Nous avons un parc provincial là-bas, à Herring Cove, où tous les renseignements demeureront disponibles, comme ce sera le cas au parc Roosevelt.

**M. Wetmore** : J'espère que le ministre déposera à la Chambre la réponse des gens de l'île Campobello qui, au sujet de la tournée sur la RSP, ont dit : Oui, nous voulons la fermeture de notre centre d'information touristique. Nous attendrons le dépôt du document.

Je ne comprends pas comment un gouvernement aussi centré que celui-ci sur la publicité et la promotion peut justifier la fermeture de centres d'information touristique. La fermeture du centre sur l'île Campobello est tout simplement insensée.

Je m'interroge aussi sur le centre au cap Jourimain. Le ministre du Tourisme sait-il combien de visiteurs le centre d'information touristique de Cap-Jourimain a accueillis chaque année? Sait-il combien de dépliants le centre a distribués chaque année? Sait-il quels autres services étaient offerts au centre? Surtout, le ministre du Tourisme sait-il si nous obtenions un bon rendement sur notre investissement dans ce centre d'information touristique?

**L'hon. M. Fraser** : Comme je l'ai dit plus tôt, je me demande où était le député d'en face au cours de la dernière année. Je me demande quels étaient ses choix dans le cadre de la révision stratégique des programmes. En fait, je me demande s'il y a même participé. Je sais que de nombreux parlementaires d'en face n'ont même pas participé au processus. C'est un peu fort que le député d'en face parle de choix ici aujourd'hui alors qu'il n'a même pas exprimé ses choix ou ses suggestions quant à la façon de régler la situation financière avec laquelle nous sommes tous aux prises dans la province.  
(Exclamations.)

**Le président** : À l'ordre.



**L'hon. M. Fraser** : Comme je l'ai indiqué, nous continuerons à travailler avec nos partenaires de l'île Campobello. Nous continuerons à travailler avec les gens du parc international Roosevelt de Campobello, qui sont d'excellents partenaires. Nous continuerons à travailler avec nos partenaires de l'État du Maine pour trouver une meilleure solution qui sera plus viable pour le site que son utilisation actuelle. Les renseignements sont encore disponibles. Ils le seront au parc provincial Herring Cove. Le service en question sera encore offert.

## Sports

**M. Holder** : C'est un fait bien établi que, si les gens du Nouveau-Brunswick s'adonnaient à une forme quelconque d'activité physique 30 minutes par jour, cela réduirait les risques de diabète de type 2 de près de 60 %. L'une des meilleures façons d'y parvenir est de mettre en place un plan relatif aux sports qui encourage l'activité physique.

Je me demande si le ministre du Tourisme, du Patrimoine et de la Culture, soit le ministre responsable du développement du sport, dira aujourd'hui qu'il approuve une telle déclaration. De plus, peut-il nous donner des exemples de façons dont il utilisera le Plan sportif pour atteindre un tel objectif?

**L'hon. M. Fraser** : Je vous remercie de la question. Bien sûr, la partie de mon ministère portant sur le sport et les loisirs est vraiment essentielle pour faire progresser notre province et aider notre population à être en bonne santé. Afin d'avoir une stratégie de mieux-être dans notre province, nous continuerons de travailler avec tous nos partenaires pour veiller à ce que l'activité physique fasse partie du quotidien des gens de toute la province. Je sais que nous avons collaboré de près avec les diverses parties prenantes au sein du programme de sport et des loisirs, et notre ministère continuera de le faire.

**M. Holder** : Je suis content que le ministre ait parlé ainsi, mais les fonds ne correspondent pas à son engagement en la matière. Si l'on jette un coup d'oeil à la page 152 du *Budget principal*, il y est clairement indiqué que les prévisions pour le sport et les loisirs ont baissé de 500 000 \$ dans le budget de cette année. Ce n'est pas la façon de financer un plan relatif aux sports. Quand nous étions au pouvoir, nous avions des augmentations de 25 % chaque année, au point où nous avons doublé le budget du plan relatif aux sports. Depuis, il s'agit d'un recul de 25 %.

(Exclamations.)

**Le président** : À l'ordre.

**M. Holder** : Comment le gouvernement actuel peut-il dire qu'il tient au développement du sport, à la santé et au mieux-être dans la province lorsqu'il réduit de 500 000 \$ le budget consacré au Plan sportif?

**L'hon. M. Fraser** : Encore une fois, les parlementaires d'en face font de la rhétorique avant d'avoir les faits ; c'est pourquoi je vais maintenant leur faire connaître les faits. Bien qu'un



exercice de réduction des subventions ait été fait à Tourisme, Patrimoine et Culture dans le cadre du processus budgétaire, je peux assurer au député d'en face que la réduction de 616 000 \$ dans le budget consacré au sport et aux loisirs n'était pas, en réalité, une réduction du budget.

Lorsque l'ancien ministère des Communautés saines et inclusives a été dissous le 1<sup>er</sup> avril de l'an dernier, le financement du programme de mieux-être pour les écoles et deux postes financés ont été transférés du budget de la Direction des communautés actives du Tourisme, du Patrimoine et de la Culture à la Direction du mieux-être de Développement social. Il a été établi que le programme en question cadrerait mieux avec le mandat élargi de la Direction du mieux-être concernant la santé mentale, la saine alimentation, l'activité physique et une vie sans tabac, ainsi qu'avec la stratégie du Nouveau-Brunswick. Les postes financés ont été transférés, mais les subventions liées au programme ne l'ont pas été. L'erreur a été corrigée lors du processus budgétaire pour 2016–2017.

**Le président :** Le temps consacré à la période des questions est écoulé.

